

Affaire Borrel. La famille d'un témoin crucial arrêtée, puis bannie et expulsée au Yémen manu militari (Communiqués 24/10/2007)

Bannissements et expulsions musclées : encore des persécutions de la part de la dictature djiboutienne pour tenter de faire taire un témoin crucial de l'affaire Borrel.

Le 23 octobre 2007 au matin, la famille de Mohamed Saleh Aloumekhani, témoin crucial dans l'affaire Borrel, vient d'être expulsée de Djibouti, sans bagages et sans papiers. Après arrestation et confiscation de leurs passeports, les membres de la famille, citoyens djiboutiens, ont été bannis de leur pays, mis de force dans un avion et débarqués à Sanaa, au Yémen, sans même que les autorités yéménites en soient informées.

Mohamed Aloumekhani, témoin essentiel dans l'affaire Borrel, compte tenu de son témoignage sur l'implication des plus hautes sphères de l'Etat djiboutien (dont le chef de l'Etat Ismaël Omar Guelleh) dans l'assassinat à Djibouti, en octobre 1995, du juge français Bernard Borrel, est lui-même réfugié en Belgique. Il a personnellement été l'objet de façon récurrente de pressions, de tentatives de subornation, et de menaces de mort, pour le faire revenir sur son témoignage.

Depuis plusieurs mois, au fur et à mesure que les investigations et les présomptions de la justice française se concentrent sur une probable implication directe de hauts responsables djiboutiens dans l'assassinat du juge français, la famille d'Aloumekhani, restée à Djibouti, a été de façon croissante l'objet de pressions et de menaces à son domicile.

Les harcèlements tournent aujourd'hui à la persécution : le lundi 22 octobre, les forces de police ont investi en force trois quartiers de Djibouti, Gabode, le quartier 2, et le Héron, pour effectuer des rafles, et arrêter trente membres de la famille de Mohamed Aloumekhani, dont 8 mineurs, âgés de 3 à 17 ans. Tous ont été conduits et incarcérés à l'école de Police de Nagade. En fin de journée, les femmes (sauf l'une d'entre elles) et les enfants ont été libérés. Lundi soir, sept personnes, la famille la plus proche, restaient incarcérées : la mère de M. Aloumekhani, âgée de 78 ans, ses frères (dont un gravement malade) et une belle-sœur. Les autorités affirmaient alors que la famille serait expulsée le 23 octobre. Ce qui a été fait avec brutalité ce mardi 23 octobre au matin : toute la famille a été mise de force dans un avion à destination du Yémen et obligée d'y débarquer sans bagages et sans papiers, leurs passeports ayant été saisis. Un véritable bannissement de citoyens du pays.

Les associations SURVIE et ARDHD demandent la libération immédiate, et le retour immédiat dans leur pays et dans leurs maisons, des membres de la famille de M. Mohamed Saleh Aloumekhani, avec restitution de leurs passeports et demandent l'arrêt immédiat de toutes les persécutions qui les visent.

A l'heure où la tension monte entre Paris et Djibouti en raison d'une probable implication du Président djiboutien dans l'assassinat du juge français, l'arrestation, puis l'expulsion musclée de membres de la famille de M. Aloumekhani constituent une agression caractérisée ainsi qu'une nouvelle violation des droits de l'Homme commise par le régime dictatorial d'Ismaël Omar Guelleh.

Rappel : une campagne anti-française orchestrée par les autorités djiboutiennes. Depuis plusieurs semaines, le régime djiboutien a initié dans les deniers média djiboutiens « autorisés » (totalement sous contrôle), une campagne de communication hostile à la justice française qui enquête sur l'assassinat du juge Borrel.

Après la mise en cause du juge assassiné, taxé de pédophilie, de sa veuve, taxée de folie, et de la justice française, taxée de racisme, plusieurs fonctionnaires français, des membres du clergé catholique et des coopérants français ont également été accusés localement de « pédophilie » et de « trafics illicites ».

La campagne anti-française a culminé le 20 octobre par des manifestations encadrées à Djibouti-Ville et dans des chefs lieu de district à l'intérieur du pays, au cours desquelles ont été lancés, de façon clairement orchestrée par le pouvoir en place, des slogans hostiles au Président de la République Française, et aux ressortissants français.

Appel à la France, à l'Union européenne, aux Etats-Unis, et à la communauté internationale.

Nous demandons aux autorités françaises, à celles de l'Union Européenne, aux Etats-Unis, très présents à Djibouti, et à l'ensemble de la communauté internationale, de s'élever solennellement contre les persécutions de la dictature djiboutienne, et de réclamer la libération et le rapatriement immédiat et sans conditions de tous les membres de la famille de M. Aloumekhani.

Nous demandons aussi à la communauté internationale de cesser de financer et d'apporter son soutien à une dictature djiboutienne qui viole en permanence les Droits de l'Homme, ruine le pays, empêche toute expression, et asservit la population.

A un moment où de nouvelles informations révéleraient une collusion passée entre la dictature djiboutienne et certains anciens diplomates français, au plus haut niveau, pour étouffer l'affaire Borrel, Survie et ARDHD demandent à ces instances de s'élever clairement pour dénoncer ce nouveau crime commis par le régime dictatorial djiboutien, qui tente d'entraver la marche de la vérité sur l'affaire Borrel, et tente ainsi de soustraire l'actuel président djiboutien et son entourage à leur mise en cause dans la commandite de l'assassinat du juge Borrel.

Communiqué de Survie et ARDHD, le 24 octobre 2007